

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 avril 2024

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code des impôts
sur les revenus 1992 en ce qui concerne
l'instauration d'une exonération
de base générale pour les revenus
des capitaux et biens mobiliers**

Avis de la Cour des comptes

Voir:

Doc 55 **3759/ (2023/2024)**:
001: Proposition de loi de M. Van Quickenborne.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 april 2024

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek
van de inkomstenbelastingen 1992
wat betreft de instelling van een algemene
basisvrijstelling voor de inkomsten
uit roerende goederen en kapitalen**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **3759/ (2023/2024)**:
001: Wetsvoorstel van de heer Van Quickenborne.

11863

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Proposition de loi modifiant le code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'instauration d'une exonération de base générale pour les revenus des capitaux et biens mobiliers

déposée par M. Vincent Van Quickenborne - DOC 55 3759/001

Avis adopté en assemblée générale du 27 mars 2024



1. Demande d'avis

Le 29 janvier 2024, la Cour des comptes a reçu une demande de la commission des Finances et du Budget, en application de l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, de lui transmettre un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'entraînerait l'adoption de la proposition de loi modifiant le code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'instauration d'une exonération de base générale pour les revenus des capitaux et biens mobiliers (DOC 55 3759/001) déposée par M. Vincent Van Quickenborne le 22 décembre 2023.

2. Contenu de la proposition de loi

La proposition de loi précitée vise à introduire une exonération de base générale pour tous les revenus des capitaux et biens mobiliers. Elle remplacera les exonérations spécifiques applicables distinctement, notamment, aux revenus des comptes d'épargne réglementés et aux dividendes. Ces régimes de faveur fiscaux distincts sont donc supprimés et remplacés par une exonération de base générale pour tous les revenus mobiliers à hauteur de 1.147 euros par an (montant indexé pour l'année de revenus 2023 : 1.800 euros) par contribuable. Ce montant équivaut quasiment à la somme des exonérations de base actuellement applicables aux revenus des comptes d'épargne réglementés (montant indexé pour l'année de revenus 2023 : 980 euros) et aux dividendes (montant indexé pour l'année de revenus 2023 : 800 euros). Cette exonération de base générale s'appliquerait à partir de l'année de revenus 2025.

3. Incidence budgétaire de la proposition de loi

Par courriel du 7 février 2024, l'Administration générale de l'expertise et du support stratégiques (AGESS) du SPF Finances a fait savoir à la Cour des comptes qu'elle-même n'avait pas réalisé d'estimation de l'incidence budgétaire de la proposition de loi et ne disposait pas non plus de données suffisantes pour réaliser correctement une telle estimation.

Le service d'études de l'AGESS a néanmoins pu fournir des chiffres concernant le nombre de contribuables qui doivent obligatoirement déclarer les intérêts des comptes d'épargne réglementés (codes 1151 et 2151 de la déclaration) dans la mesure où leur montant excède 980 euros et le nombre de contribuables qui choisissent l'exonération fiscale pour les dividendes (codes 1437 et 2437 de la déclaration). Le tableau ci-dessous reprend les totaux des deux catégories pour les quatre derniers exercices d'imposition disponibles (2019-2022).

Tableau 1

Exercices d'imposition	2019	2020	2021	2022
Code 1151-2151 - nombre de contribuables	3.518	3.166	2.969	2.613
Code 1151-2151 - montant en euros	3.220.506,80	3.055.310,90	3.290.110,87	2.329.982,51



Exercices d'imposition	2019	2020	2021	2022
Code 1437-2437 - nombre de contribuables	465.201	492.426	458.124	551.304
Code 1437-2437 - montant en euros	41.904.105,92	57.186.372,52	54.397.551,58	67.991.001,68

Source : service d'études du SPF Finances

La Cour des comptes n'est pas davantage en mesure que l'AGESS du SPF Finances de réaliser un calcul fiable à partir des données de la déclaration fiscale. Ces dernières sont insuffisantes pour entreprendre l'estimation visée, d'une part. D'autre part, il faut s'attendre à ce que les récents changements en matière d'intérêts bouleversent également les codes concernés de la déclaration. Procéder à une estimation plausible et valable de l'incidence budgétaire de la proposition de loi n'est pas possible dans ce contexte.

Le nombre d'investisseurs qui déclarent des dividendes est bien plus élevé que celui des épargnants déclarant des intérêts. Les codes de la déclaration fiscale relatifs aux dividendes (codes 1437/2437) permettent de connaître ce nombre, mais pas les montants de dividendes qui excèdent le plafond d'exonération fiscale de 800 euros.

S'agissant des intérêts des comptes d'épargne, les codes de la déclaration (1151/2151) permettent uniquement de connaître le nombre d'épargnants qui déclarent un montant supérieur à la tranche de 980 euros exonérée d'impôt, mais pas celui des épargnants qui restent sous ce plafond, probablement beaucoup plus nombreux. En outre, en raison des changements récents intervenus en matière d'intérêts (voir le tableau 2), il faut s'attendre à une nette augmentation, difficilement estimable, des revenus mobiliers à déclarer sous les codes dédiés. Qui plus est, il n'y a pas non plus de données disponibles quant au nombre de contribuables disposant d'un ou de plusieurs comptes d'épargne, ni concernant les montants moyens ou médians versés sur ces comptes d'épargne par contribuable.

En conclusion, il est dès lors permis de considérer que la coexistence des régimes d'exonération applicables aux dividendes, d'une part, et aux revenus des comptes d'épargne, d'autre part, ainsi que les récents changements en matière d'intérêts ne permettent pas d'établir en l'espèce une estimation fiable de la diminution des recettes fiscales.

Cependant, si la proposition de loi est adoptée, il y a tout lieu de tabler sur une augmentation significative du nombre de contribuables qui bénéficieront, en totalité ou pour une large part, de l'exonération de base de 1.800 euros. Les éléments suivants peuvent expliquer cette évolution.

Hausse des taux d'intérêt sur les comptes d'épargne

L'exemple chiffré ci-dessous montre qu'en 2024, les contribuables atteindront, avec une épargne beaucoup plus réduite, le montant d'intérêts de 980 euros exonéré. En 2024, le taux d'intérêt proposé par les grandes banques est environ 11 fois plus élevé que le taux minimum légal (prime de base + prime de fidélité) autrefois appliqué aux comptes d'épargne réglementés.



Tableau 2

Années	Avant 2023	2024	2024
Plafond d'exonération	980		1.800
Taux d'intérêt moyen des grandes banques	0,11 %	1,25 % ¹	1,25 %
Montant d'épargne maximum exonéré	890.909,09 euros	78.400 euros	144.000 euros

Source : calcul de la Cour des comptes

Dans le futur, le nombre de contribuables (2.613 pour l'exercice d'imposition 2022) tenus de déclarer les intérêts générés par leurs comptes d'épargne augmentera considérablement vu que le seuil d'exonération de 980 euros sera déjà atteint avec une épargne 11 fois moins élevée. L'exonération de base de 1.800 euros visée par la proposition de loi implique que ce seuil sera atteint avec une épargne 6 fois moindre. Une exonération de base de 980 euros s'applique dès la constitution d'une épargne de 78.400 euros ; une exonération de base de 1.800 euros le sera à partir de 144.000 euros.

Glissement de l'épargne vers davantage de placements à intérêts élevés

Les chiffres ci-dessous montrent clairement qu'au troisième trimestre 2023, bon nombre d'épargnants ont opté pour des placements offrant un rendement plus élevé. Le glissement le plus important a été observé en faveur des comptes à terme d'une durée inférieure à 1 an ainsi que du bon d'État émis en septembre 2023, au détriment des comptes à vue et comptes d'épargne réglementés. Ces placements génèrent des intérêts et, donc, des revenus mobiliers plus élevés qui peuvent aussi entrer dans le calcul de l'exonération de base de 1.800 euros. La tendance à investir davantage dans des produits financiers à plus haut rendement (dont les comptes à terme et les bons d'État) se poursuivra peut-être aussi après 2023.

Tableau 3

Nature de l'investissement	2 ^e trimestre 2023 (millions d'euros)	3 ^e trimestre 2023 (millions d'euros)	Diminution/ augmentation en valeur absolue (millions d'euros)	Diminution/ augmentation en %	Glissement
Comptes à vue	97.133	87.301	-9.832	-10,12 %	Baisse des fonds versés sur des comptes à vue
Comptes d'épargne réglementés	294.892	265.189	-29.703	-10,07 %	Baisse des fonds versés sur des comptes d'épargne

¹ Taux d'intérêt moyen des quatre grandes banques (Belfius, BNP Paribas, ING et KBC). Calculé sur la base du taux d'intérêt d'un compte d'épargne classique au 14 février 2024. Source : <https://www.guide-epargne.be/epargner/tarifs-epargne.html>.



Nature de l'investissement	2 ^e trimestre 2023 (millions d'euros)	3 ^e trimestre 2023 (millions d'euros)	Diminution/ augmentation en valeur absolue (millions d'euros)	Diminution/ augmentation en %	Glissement
Autres dépôts à 1 an au plus	50.215	62.295	12.080	24,06 %	Augmentation des comptes à terme d'une durée de 1 an
Dépôts à plus de 1 an	4.786	6.523	1.737	36,29 %	Augmentation des comptes à terme d'une durée supérieure à 1 an
Titres d'emprunts à court terme	231	21.718	21.487	9301,73 %	Très nette augmentation. Effet du bon d'État émis en septembre 2023
Titres d'emprunts à long terme	31.978	34.124	2.146	6,71 %	Légère augmentation des obligations à plus de 1 an

Source : BNB

Augmentation du nombre de contribuables qui investissent en actions

Les chiffres ci-dessous font nettement apparaître une hausse du nombre de contribuables qui bénéficient de l'exonération de précompte mobilier (PM) sur les dividendes. De plus, il ressort des déclarations à l'impôt des personnes physiques que les montants moyens du précompte mobilier retenu sur les dividendes qui fait l'objet d'une demande d'exonération sont en augmentation.



Tableau 4

Exercices d'imposition	2019 ²	2020 ³	2021 ⁴	2022	Progression par rapport à 2019
Nombre de contribuables	465.201	492.426	458.124	551.304	18,51 %
Montant du PM	41.904.105,92	57.186.372,52	54.397.551,58	67.991.001,68	62,25 %
PM moyen	90,8	116,13	118,74	123,33	36,91 %

Source : service d'études du SPF Finances

Comptes d'épargne offrant des intérêts plus élevés, combinés à divers placements à plus haut rendement

La combinaison des motifs précités augmentera inévitablement les revenus mobiliers. De plus en plus de contribuables sont dès lors davantage susceptibles de bénéficier, en tout ou en partie, de l'exonération de base de 1.800 euros qui s'applique aux différents types de revenus mobiliers.

4. Conclusion

Faute de données suffisantes disponibles (entre autres, sur les comptes d'épargne, les intérêts et les dividendes, le prêt participatif ou *crowdfunding*, etc.) et vu les trop nombreuses suppositions en présence, la Cour des comptes estime qu'il n'est pas possible de réaliser une estimation fiable de l'incidence budgétaire de la proposition de loi à l'examen.

La diminution des recettes du précompte mobilier résultant d'un plafond d'exonération de 1.800 euros (montant indexé de 2023) risque cependant d'être plus importante pour les différents types de revenus mobiliers (entre autres tous les intérêts et pas uniquement ceux perçus sur des comptes d'épargne réglementés) que dans l'actuel régime d'exonération, qui s'applique principalement aux dividendes et aux intérêts sur des comptes d'épargne.

² Pour l'exercice d'imposition 2019 (année de revenus 2018), la première tranche de 640 euros (bruts) était exonérée de précompte mobilier, ce qui pouvait représenter un avantage fiscal de 192 euros maximum.

³ Pour l'exercice d'imposition 2020 (année de revenus 2019), la première tranche de 833 euros (bruts) était exonérée de précompte mobilier, ce qui pouvait représenter un avantage fiscal de 250 euros maximum.

⁴ Pour l'exercice d'imposition 2021 (année de revenus 2020), la première tranche de 800 euros (bruts) était exonérée de précompte mobilier, ce qui pouvait représenter un avantage fiscal de 240 euros maximum.



ADVIES VAN HET REKENHOF

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de instelling van een algemene basisvrijstelling voor de inkomsten uit roerende goederen en kapitalen

Ingediend door de heer Vincent van Quickenborne - DOC 55 3759/001

Advies goedgekeurd in de algemene vergadering van 27 maart 2024



1. Vraag om advies

Op 29 januari 2024 ontving het Rekenhof het verzoek van de Commissie voor de Financiën en de Begroting, overeenkomstig artikel 79, eerste lid, van het Reglement van de Kamer, een advies te verstrekken met de raming van de nieuwe uitgaven of de minderontvangsten die de goedkeuring van het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de instelling van een algemene basisvrijstelling voor de inkomsten uit roerende goederen en kapitalen (DOC 55 3759/001) ingediend door de heer Vincent Van Quickenborne op 22 december 2023, als gevolg zou hebben.

2. Inhoud van het wetsvoorstel

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een algemene basisvrijstelling in te voeren op alle inkomsten uit roerende goederen en kapitalen ter vervanging van de specifieke vrijstellingen die elk apart gelden voor onder andere inkomsten uit gereglementeerde spaarrekeningen en dividenden. Deze aparte fiscale vrijstellingen houden dan ook op te bestaan en worden vervangen door een algemene basisvrijstelling voor alle roerende inkomsten ten belope van 1.147 euro per jaar (geïndexeerd bedrag inkomstenjaar 2023: 1.800 euro) per belastingplichtige, een bedrag dat quasi gelijk is aan de som van de huidige basisvrijstellingen voor inkomsten uit gereglementeerde spaarrekeningen (geïndexeerd bedrag inkomstenjaar 2023: 980 euro) en voor dividenden (geïndexeerd bedrag inkomstenjaar 2023: 800 euro). Deze algemene basisvrijstelling zou gelden vanaf inkomstenjaar 2025.

3. Budgettaire weerslag van het wetsvoorstel

De Algemene Administratie voor Beleidsexpertise en -ondersteuning (AABEO) van de FOD Financiën liet het Rekenhof via e-mail van 7 februari 2024 weten zelf geen raming te hebben gemaakt omtrent de budgettaire impact van dit wetsvoorstel en ook niet over voldoende gegevens te beschikken om een dergelijke raming correct uit te voeren.

De studiedienst van de AABEO kon wel cijfergegevens verstrekken over het aantal belastingplichtigen dat de intresten op gereglementeerde spaardeposito's verplicht moet aangeven (codes 1151 en 2151 van de aangifte) omdat ze meer bedragen dan 980 euro en het aantal belastingplichtigen dat gebruik maakt van de fiscale vrijstelling voor dividenden (codes 1437 en 2437 van de aangifte). Onderstaande tabel bevat de totaalbedragen voor beide categorieën voor de laatste vier beschikbare aanslagjaren (2019 – 2022):

Tabel 1

Aanslagjaren	2019	2020	2021	2022
Code 1151-2151 - aantal belastingplichtigen	3.518	3.166	2.969	2.613
Code 1151-2151 - bedrag in euro	3.220.506,80	3.055.310,90	3.290.110,87	2.329.982,51



Aanslagjaren	2019	2020	2021	2022
Code 1437-2437 - aantal belastingplichtigen	465.201	492.426	458.124	551.304
Code 1437-2437 - bedrag in euro	41.904.105,92	57.186.372,52	54.397.551,58	67.991.001,68

Bron: Studiedienst FOD Financiën

Net zoals voor de AABEO van de FOD Financiën, is het voor het Rekenhof evenmin mogelijk om op basis van de beschikbare fiscale aangiftegegevens een betrouwbare berekening te maken. Enerzijds zijn deze aangiftegegevens immers onvoldoende voor de bedoelde raming en anderzijds zijn er ingevolge de recente wijzigingen in het rentelandschap sowieso ook belangrijke wijzigingen te verwachten in de betrokken fiscale aangiftecodes. In deze context is een plausibele en valabele raming van de budgettaire impact van het wetsvoorstel niet mogelijk.

Het aantal beleggers dat dividenden aangeeft is veel groter dan het aantal spaarders dat intresten aangeeft. Via de fiscale aangiftecodes voor dividenden (codes 1437/2437) is dit aantal gekend, maar niet de bedragen aan dividenden die de fiscale vrijstellingsgrens van 800 euro te boven gaan.

Wat de intresten op spaardeposito's betreft, is via de aangiftecodes (1151/2151) enkel het aantal spaarders die een aangifte doen boven de vrijgestelde schijf van 980 euro bekend, maar niet het aantal spaarders onder die grens, dat allicht vele malen groter is. Bovendien is door de recente wijzigingen in het rentelandschap (zie tabel 2) een aanzienlijke, maar moeilijk in te schatten toename te verwachten van de aan te geven roerende inkomsten in de betrokken aangiftecodes. Daarenboven zijn er evenmin gegevens beschikbaar over het aantal belastingplichtigen met één of meer spaarrekeningen, noch over de gemiddelde of mediane bedragen op deze spaarrekeningen per belastingplichtige.

Tot besluit kan dan ook worden gesteld dat door de samenloop van de verschillende vrijstellingsregimes inzake dividenden, enerzijds, en inkomsten uit spaardeposito's, anderzijds, alsook door de recente wijzigingen in het rentelandschap, een betrouwbare raming van de fiscale minderontvangsten in casu niet mogelijk is.

Wel kan worden aangenomen dat, indien het wetsvoorstel wordt goedgekeurd, het aantal belastingplichtigen dat de basisvrijstelling van 1.800 euro volledig of voor een groot deel invult, aanzienlijk zal toenemen. Dit kan verklaard worden door onderstaande redenen.

Een stijging van de rentevoeten op spaarrekeningen

Onderstaand cijfervoorbeeld toont aan dat belastingplichtigen in de loop van 2024 met veel minder spaargeld toch het vrijgesteld bedrag van 980 euro aan intresten bereiken. De rentevoet van de grootbanken is in 2024 ongeveer verelvoudigd in vergelijking met de wettelijke minimumrente (basis- + getrouwheidspremie) die voorheen gangbaar was op de gereguleerde spaarrekeningen.



Tabel 2

Jaren	vóór 2023	2024	2024
Hoogte vrijstelling	980		1.800
Gemiddelde intrestvoet grootbanken	0,11%	1,25% ¹	1,25%
Maximaal vrijgesteld spaarbedrag	890.909,09 euro	78.400 euro	144.000 euro

Bron: berekening Rekenhof

In de toekomst zal de groep van belastingplichtigen (2.613 in het aanslagjaar 2022) die hun intresten op spaarrekeningen moeten aangeven sterk toenemen, aangezien er met 11 maal minder spaargeld de vrijstelling van 980 euro al wordt bereikt. Met een basisvrijstelling van 1.800 euro, zoals beoogd door het wetsvoorstel, wordt deze drempel bereikt met 6 maal minder spaargeld. Een basisvrijstelling van 980 euro geldt dan al met een spaarbedrag van 78.400 euro en de basisvrijstelling van 1.800 euro wordt bereikt met een spaarbedrag van 144.000 euro.

Een verschuiving van spaargeld naar meer hoogrentende beleggingen

Onderstaande cijfers tonen duidelijk aan dat vele spaarders in het 3^{de} kwartaal van 2023 hebben geopteerd voor beleggingen met een hoger rendement. De grootste verschuiving werd waargenomen naar de termijrekeningen op minder dan 1 jaar en naar de staatsbon van september 2023, ten koste van de zichtrekeningen en gereglementeerde spaardeposito's. Deze beleggingen brengen meer rente op en bijgevolg kunnen deze hogere roerende inkomsten ook in aanmerking komen voor de basisvrijstelling van 1.800 euro. De tendens om meer te beleggen in financiële producten met een hoger rendement (waaronder termijrekeningen en staatsbons) zal zich wellicht ook na 2023 verderzetten.

Tabel 3

Aard van de belegging	2de kwartaal 2023 (mio euro)	3de kwartaal 2023 (mio euro)	Afname/toename in absolute waarde (mio euro)	Afname/toename procentueel	Verschuiving
Zichtrekeningen	97.133	87.301	-9.832	-10,12%	Afname van gelden op zichtrekeningen
Gereglementeerde spaardeposito's	294.892	265.189	-29.703	-10,07%	Afname van gelden op spaardeposito's
Overige deposito's voor ten hoogste één jaar	50.215	62.295	12.080	24,06%	Toename termijrekeningen op 1 jaar

¹ Gemiddelde intrestvoet van de 4 grootbanken (Belfius, BNP Paribas, ING en KBC). Berekend volgens de geldende intrestvoeten voor de gewone spaarrekeningen op datum van 14-02-2024. Bron <https://www.spaargids.be/sparen/spaartarieven.html>



5

Aard van de belegging	2de kwartaal 2023 (mio euro)	3de kwartaal 2023 (mio euro)	Afname/toename in absolute waarde (mio euro)	Afname/Toename procentueel	Verschuiving
Deposito's voor meer dan één jaar	4.786	6.523	1.737	36,29%	Toename termijnrekeningen op meer dan 1 jaar
Kortlopende schuldbe-wijzen	231	21.718	21.487	9301,73%	Zeer grote toename. Effect van de staatsbon van september 2023
Langlopende schuldbe-wijzen	31.978	34.124	2.146	6,71%	Kleine toename obligaties op meer dan 1 jaar

Bron: NBB

Een stijging van het aantal belastingplichtigen dat belegt in aandelen

Uit onderstaande cijfers blijkt duidelijk een toename van het aantal belastingplichtigen dat gebruik maakt van de vrijstelling van roerende voorheffing (RV) op dividenden. Ook blijkt uit de aangiften personenbelasting een toename van de gemiddelde bedragen aan roerende voorheffing op dividenden waarvoor de vrijstelling wordt gevraagd.

Tabel 4

Aanslagjaren	2019 ²	2020 ³	2021 ⁴	2022	Toename t.o.v. 2019
Aantal belastingplichtigen	465.201	492.426	458.124	551.304	18,51%
Bedrag aan RV	41.904.105,92	57.186.372,52	54.397.551,58	67.991.001,68	62,25%
Gemiddeld bedrag aan RV	90,8	116,13	118,74	123,33	36,91%

Bron: studiedienst FOD Financiën

² Voor het aanslagjaar 2019 (inkomstenjaar 2018) was de eerste schijf van 640 euro (bruto) vrijgesteld van roerende voorheffing. Dit kon dus een belastingvoordeel van maximaal 192 euro opleveren.

³ Voor het aanslagjaar 2020 (inkomstenjaar 2019) was de eerste schijf van 833 euro (bruto) vrijgesteld van roerende voorheffing. Dit kon dus een belastingvoordeel van maximaal 250 euro opleveren.

⁴ Voor het aanslagjaar 2021 (inkomstenjaar 2020) was de eerste schijf van 800 euro (bruto) vrijgesteld van roerende voorheffing. Dit kon dus een belastingvoordeel van maximaal 240 euro opleveren.



De combinatie van hogere intresten op spaarrekeningen en diverse beleggingen met een hoger rendement

De combinatie van bovenstaande redenen heeft tot gevolg dat de roerende inkomsten onvermijdelijk zullen stijgen. Bijgevolg wordt de kans groter dat steeds meer belastingplichtigen de basisvrijstelling van 1.800 euro, die geldt voor verschillende soorten roerende inkomsten, volledig of voor een groot deel zullen genieten.

4. Conclusie

Bij gebrek aan voldoende beschikbare gegevens (o.m. inzake spaardeposito's, intresten en dividenden, crowdlending enz.) en rekening houdend met het feit dat er in casu teveel onzekere assumpties zijn, is het Rekenhof van oordeel dat het niet mogelijk is om een betrouwbare berekening te maken van de budgettaire impact van het betrokken wetsvoorstel.

De kans is evenwel reëel dat de minderontvangst aan roerende voorheffing met een vrijstellingsgrens van 1.800 euro (geïndexeerd bedrag 2023) voor verschillende soorten roerende inkomsten (o.a. alle intresten, en niet enkel deze van gereguleerde spaarrekeningen) hoger zal zijn dan bij het huidige vrijstellingsregime, dat voornamelijk geldt voor dividenden en intresten op spaarrekeningen.